

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 9 mai 2025

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

3,2 %

Croissance dans les B.O en 2025
Banque mondiale

Région

La Banque mondiale se montre prudente dans ses perspectives économiques pour la région

Après le FMI, la Banque Mondiale a publié ses perspectives économiques pour la région, dans son [rapport semestriel sur les Balkans occidentaux](#), qui dresse aussi un bilan de l'année écoulée.

En 2024, la croissance régionale est restée vigoureuse (3,9 %), mais elle devrait ralentir cette année à 3,2 %, alors que les risques baissiers apparaissent depuis le T3 2024, à la fois sur le plan international (ralentissement européen, incertitude géopolitique et commerciale) et domestique (instabilité politique, essoufflement de la compétitivité, marchés du travail en tension). Leurs effets sont déjà tangibles : la contribution des exportations à la croissance est négative

pour tous les pays, et les IDE faiblissent. Coté demande, l'activité a été portée par la consommation domestique et les investissements, notamment publics, alors que de grands projets d'infrastructures sont en cours. La demande interne a été nourrie par les hausses de salaires réels, les transferts de la diaspora et par des crédits aux ménages en forte croissance (13,4 % en g.a). Coté production, ce sont toujours les services, ainsi que la construction, qui tirent la croissance, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2023.

La désinflation a été réussie en 2024 (inflation à 3,4 % contre 9 % en 2023) mais elle est inégale. La Serbie (4,6 %) et la Macédoine du Nord (3,5 %) en particulier, peinent à se départir de tensions inflationnistes persistantes, et qui se sont même accentuées depuis janvier.

Sur le plan budgétaire, les Balkans occidentaux ont changé de trajectoire en 2024. Après une période de relative modération des comptes publics (sauf en Macédoine du Nord), les déficits se sont creusés en 2024, et les budgets pour 2025 sont plus expansifs. Ce retournement reflète à la fois la hausse des dépenses courantes, sachant que les réévaluations des salaires et des pensions se sont multipliées, et une ambition d'investissement public réaffirmée (jusqu'à 7 % du PIB en Serbie en 2025).

%	2022	2023	2024e	2025p	2025p	2026p
Croissance du PIB réel (B.O)	3,5	3,4	3,5	3,2	3,7	3,5
Albanie	4,8	3,9	3,9	3,2	3,4	3,1
Bosnie-Herzégovine	4,2	2,0	2,6	2,7	3,2	3,1
Kosovo	4,3	4,1	4,4	3,8	3,9	3,8
Macédoine du Nord	2,8	2,1	2,8	2,6	2,5	2,7
Monténégro	6,4	6,3	3,0	3,0	3,5	2,9
Serbie	2,6	3,8	3,9	3,5	4,2	3,9

%	2022	2023	2024e	2025p	2025p	2026p
Inflation (B.O)	11,9	9,0	3,4	2,9	2,6	2,6
Albanie	6,7	4,8	2,2	3,0	2,7	3,0
Bosnie-Herzégovine	14,0	6,1	1,7	3,0	0,9	1,8
Kosovo	11,6	4,9	1,6	1,9	1,9	2,0
Macédoine du Nord	14,2	9,4	3,5	2,5	2,8	2,3
Monténégro	13,0	8,6	3,4	2,9	3,7	2,3
Serbie	11,9	12,1	4,6	3,1	3,1	3,0

Autres indicateurs (% PIB)	2022	2023	2024e	2025p	2026p
Déficit public	-2,4	-1,5	-2,2	-2,8	-2,5
IDE nets entrants	6,8	5,0	5,6	4,9	4,9
Déficit courant	-7,7	-4,1	-6,9	-7,6	-7,3
Exportations de biens	28,1	24,2	22,1	21,2	21,1

Albanie

L'Etat investit 10 M EUR dans une start-up d'IA

Le gouvernement a annoncé un investissement de 10 M EUR dans la start-up d'IA américaine Thinking Machines Lab, cofondée par Mira Murati, l'ancienne directrice de la technologie chez Open AI d'origine albanaise. Thinking Machines Lab se prépare à une première levée de fond *seed* de 2 Md USD, un montant record pour une start-up tech. La participation de l'Etat albanais à cette start-up n'était pas inscrite au budget 2025, qui, selon la règle de neutralité budgétaire en période électorale, ne peut être modifié dans les quatre mois précédant un scrutin (élections législatives du 11 mai). Le gouvernement a adopté un « acte normatif » pour contourner cette règle.

La Banque d'Albanie maintient son taux directeur à 2,75 %

Réuni le 7 mai, le [Conseil de supervision de la Banque d'Albanie](#) a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 2,75 %. Il avait été abaissé de 3 % à 2,75 % en novembre dernier. Le taux pour la facilité de dépôt reste à 1,75 %, celui pour la facilité de prêt à 3,25 %.

La dette publique s'accroît légèrement au T1 2025 (54,2 % du PIB)

Au T1 2025, la dette publique albanaise s'élève à 54,2 % du PIB d'après le [bulletin trimestriel](#) du ministère des Finances, en légère hausse par rapport à fin 2024 (54 %). Cette augmentation reflète, entre autres, l'émission d'un Eurobond de 650 M EUR en janvier. La dernière projection du ministère de Finances (fin avril) anticipe une augmentation du ratio de dette publique sur l'année 2025, une première depuis 2021. Cette évolution s'explique en partie par une baisse de l'effet de l'inflation ainsi que par la montée du service de la dette. La dette resterait néanmoins contenue à 54,8 % du PIB.

Bosnie-Herzégovine

80 M EUR de la Banque mondiale pour la transition énergétique

La [Banque mondiale](#) a approuvé le 1er mai un prêt de 79,9 M EUR et une subvention de 2,9 M EUR pour soutenir le Plan national énergie-climat, visant à renforcer l'indépendance énergétique, créer de nouvelles opportunités d'emploi et renforcer les économies locales dans les anciennes régions

charbonnières. Le projet Just Transition devrait contribuer à la reconversion des terres post-minières de Banovići et Kreka avec l'installation de systèmes d'énergies renouvelables, et de Zenica, où il devrait faciliter la fermeture des mines souterraines en offrant des mesures de protection sociale.

Kosovo

Les recettes fiscales en hausse de 7,7 % en g.a

Au T1 2025, [l'administration fiscale du Kosovo](#) (TAK) a enregistré des recettes fiscales de 254,6 M EUR, en hausse de 18,3 M EUR par rapport à la même période l'année précédente (+ 7,7 %). Selon la TAK, cette hausse de la collecte fiscale est le résultat de la simplification des procédures, du renforcement des liens avec les contribuables, et de l'amélioration de son fonctionnement insitutionnel, en particulier sur le plan de la transparence.

Macédoine du Nord

Nouvel appel d'offres de MEPSO pour le projet d'interconnexion électrique avec l'Albanie

L'opérateur public de transport d'électricité MEPSO a relancé un appel d'offres international jusqu'au 9 juin 2025 pour terminer la ligne aérienne 400 kV Bitola 2 – Ohrid – frontière albanaise (env. 100 km). Seulement 24 fondations sur 269 avaient été posées avant la résiliation du contrat d'Energoinvest fin 2024. Ce projet sera financé par un prêt souverain de la BERD de 17 M EUR (couplé à une subvention de l'UE de 3 M EUR). L'annonce des résultats est attendue au T3 2025, les travaux doivent commencer début 2026 et l'entrée en service est visée fin 2027. Cette interconnexion renforcera le corridor Est-Ouest et rapprochera Skopje d'un couplage complet au réseau ENTSO-E, un jalon important pour l'alignement de la Macédoine du Nord sur les normes européennes dans le cadre de ses négociations d'adhésion à l'UE.

Gazoduc transfrontalier avec la Grèce : signature du contrat de construction pour le tronçon macédonien, ainsi que d'un MoU avec le partenaire grec DESFA

Le gestionnaire public du réseau gazier macédonien NOMAGAS [a signé](#) avec l'entreprise locale Rapid Bild l'accord de construction du tronçon macédonien du gazoduc transfrontalier avec la Grèce (68 km sur 123 km). Rapid Bild avait remporté en janvier l'appel d'offres organisé par NOMAGAS en soumettant une offre à 59,9 M EUR, bien en-deçà du prix initial de 83,7 M EUR. Le gazoduc

transfrontalier d'une capacité prévue de 1,5 Gm³/an sera compatible pour le transport d'hydrogène et bénéficie de financements des bailleurs européens pour les deux parties. La BEI a octroyé un prêt de 28,9 M EUR pour le tronçon macédonien (ainsi que des subventions CIBO de 12,35 M EUR), et 25 M EUR pour le tronçon grec. La BERD a accordé un prêt de 98,6 M EUR pour le tronçon macédonien.

NOMAGAS et son homologue grec DESFA (actionnariat public-privé) [avaient signé](#) le 29 avril à Athènes, lors du 9^e Balkan Energy Summit, un mémorandum d'entente de dix ans pour accélérer l'interconnexion transfrontalière et renforcer la sécurité de l'approvisionnement régional.

Réduction de la dette publique à 57,7 % du PIB au T1 2025

D'après le [ministère des Finances](#), le ratio de dette publique a été réduit au cours du T1 2025, de 62,4 % du PIB fin décembre 2024 à 57,7 % du PIB fin mars 2025. Depuis le début de l'année, le Trésor a effectué des amortissements de dette externe d'environ 680 M EUR (dont le remboursement de l'Eurobond 2018 de 500 M EUR), en grande partie financés par un prêt de la Banque hongroise d'import-export (500 M EUR). En termes nets, la réduction du stock de dette externe est de 140 M EUR, tandis que le stock de dette domestique a cru de 104 M EUR.

La forte baisse du ratio (-4,7 points de PIB, pour une réduction nette du stock de 36 M EUR) s'explique surtout par la hausse du dénominateur (PIB 2025 estimé à 15,6 Md EUR, soit une croissance nominale de 7 %). Elle ne reflète pas la trajectoire de long terme de l'endettement macédonien, qui, selon les prévisions du ministère des Finances, devrait encore augmenter d'ici à la fin de l'année (autour de 63 % du PIB).

Monténégro

Lancement d'une mission technique du FMI auprès de la Banque centrale

Le FMI a commencé le [5 mai](#) une mission technique auprès de la Banque centrale du Monténégro (CBCG) qui va se terminer le 16 mai. L'objectif de la mission sera le développement d'un modèle avancé de projections du bilan, ainsi que d'un modèle d'analyse des revenus et des dépenses de la Banque centrale, y compris une analyse de l'impact de l'intégration au SEPA sur la structure des revenus et des paiements. En 2024, la CBCG avait déjà bénéficié d'un soutien technique du FMI pour améliorer la qualité des statistiques de sa balance des paiements, réduisant les erreurs et omissions nettes de 9 % à environ 1,1 % du PIB.

Déficit budgétaire à 63,9 M EUR au T1

Au cours du T1 2025, malgré une forte collecte des recettes (97,8 % des prévisions), le pays a dégagé un [déficit budgétaire](#) de 63,9 M EUR soit 0,8 % du PIB estimé. La collecte de la TVA s'est élevée à 282,3 M EUR (soit +11,9 % en g.a.), du droit d'accise à 71,5 M EUR (+6,8 % en g.a.), tandis que la collecte des charges sociales est en baisse de -26,5 % en g.a et inférieure de 8,3 % à ce qui avait été anticipé.

Serbie

Creusement du déficit commercial au T1 2025

Selon les données de [l'Office national des statistiques du 30 avril](#), le commerce extérieur a atteint 17,59 Md EUR au T1 2025, soit une hausse de 7,7 % en g.a. Les exportations ont progressé de 1,8 % pour atteindre 7,35 Md EUR, tandis que les importations ont bondi de 12,4 %, pour atteindre 10,24 Md EUR. En conséquence, le déficit commercial s'est considérablement creusé pour atteindre environ 2,9 Md EUR, soit une hausse de 52,8 % en g.a. Le taux de couverture des exportations par les importations a diminué à 71,7 %, contre 79,2 % au T1 2024. L'Union européenne demeure le principal partenaire commercial de la Serbie, représentant 57,1 % du total des échanges de biens du pays. La Serbie a enregistré un excédent commercial de 754,2 M EUR avec les pays de l'ALECE, principalement grâce aux exportations d'électricité, de céréales et de produits céréaliers, de pétrole et de dérivés pétroliers, de produits médicaux et pharmaceutiques et de véhicules routiers. L'Allemagne, la Bosnie-Herzégovine, la Chine, l'Italie et la Roumanie ont été les principaux clients, tandis que la Chine, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie et la Turquie demeurent ses fournisseurs les plus importants.

56 projets d'infrastructures inscrits dans la stratégie budgétaire révisée pour 2025-2027

Le gouvernement serbe a annoncé le financement de 56 projets dans le secteur des infrastructures dans le cadre de sa [stratégie budgétaire révisée pour 2025-2027](#). Une grande partie des projets concernent des infrastructures routières et ferroviaires ainsi que des projets qui s'inscrivent dans le cadre de l'EXPO 2027 tels que le nouveau stade national de football. Les entreprises chinoises dominent dans l'attribution des contrats, CRBC en tête (3,9 Md EUR), suivie de Power China (3,4 Md EUR) et Shandong (2,4 Md EUR).

Quelques compagnies non chinoises ont obtenu des contrats, comme Trace (Bulgarie), Strabag (Autriche), Azvirt (Azerbaïdjan) et Taşyapı (Turquie), principalement sur des projets soutenus par l'Union européenne.

Hausse des salaires de 11,1 % en g.a. en février 2025

Selon les données de [l'Office national des statistiques](#), le salaire brut moyen en février 2025 s'élevait à 142 908 RSD (1 2018 EUR), tandis que le salaire net moyen était de 103 519 RSD (883,3 EUR) en hausse de 11,1% en termes nominaux, ou de 6,2% en termes réels. Le salaire net médian en février 2025 était de 80 732 RSD (689 EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET

[Abonnez-vous](#)